

LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

au sommaire
de ce numéro :

- 3** **MAIS QU'ON EN DISCUTE !** éditorial par **M-L DUBOIN** :
Au lieu de faire semblant de croire qu'on va revenir au plein emploi, mieux vaudrait discuter de la façon de vivre sans être obligé pour cela de vendre son activité.
- 5** **L'INTERNATIONALE SERA LE GENRE HUMAIN**, par **A.PRIME** :
125 ans après que Pottier ait écrit sa chanson, la mondialisation d'un néolibéralisme sauvage ne sert pas le genre humain.
- 8** **LOI DE LA JUNGLE HORS-LA-LOI. POUR QUI ?** *le sauvetage des navigateurs de la course Vendée-globe inspire à* **J-C PICHOT** *une fable...*

KOU, L'AHURI, OU LA MISERE DANS L'ABONDANCE,
la pièce de théâtre montée à partir du livre de J.Duboin, va être représentée à Paris, fin février, au Centre Wallonie-Bruxelles.

- 9** **D.KESSOUS** raconte **COMMENT L'IDÉE VINT À CHRISTINE Delmotte** de mettre en scène le livre que Duboin publia en 1935.

N° 963 février 1997

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, 01 30 71 58 04

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco). Une pièce de théâtre vient d'en être tirée.

épuisé

~~L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE~~

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

nouvelle édition

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour comprendre les mécanismes d'une économie alternative comparés à ceux de l'économie actuelle. L'économie distributive vécue dans ses détails (110 F, franco)

♦ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

texte d'une conférence d'André PRIME (25 F)

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série de janvier 1992 à 25 F franco

LA TROISIÈME VOIE

numéro hors série de décembre 1996 à 15 F franco

♦ *Enfin une bande dessinée :*

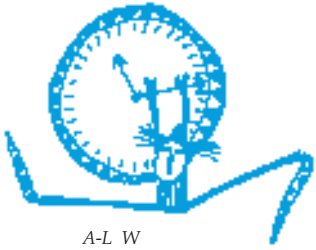
« ET SI ON CHANGEAIT ? »

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (25 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

**Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.**

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



A-L W

Mais, au moins,

qu'on en discute !

Les conflits violents qui ont éclaté en Corée entre un gouvernement "moderne", comme dirait Juppé, et les travailleurs, sont les premières manifestations d'une évolution irréversible : la mondialisation économique, qui permet aujourd'hui aux grandes entreprises internationales d'aller chercher à l'extérieur une main d'œuvre bon marché, pour augmenter leurs profits et peut-être trouver de nouveaux clients, est aussi le meilleur moyen de mondialiser le progrès technologique. De sorte que c'est la planète entière qui va bientôt se trouver face à la grande relève des hommes par la technique, dans tous les processus de production, et il n'y aura alors plus d'échappatoire : il sera inévitable d'aborder enfin le problème de la distribution des richesses produites, autrement qu'en fonction du travail humain nécessaire à cette production. Allons-nous attendre que toute la planète soit en sang pour l'aborder ?

Les politiciens français n'y sont toujours pas prêts. Leur seul souci, au lieu de réfléchir à l'avenir sans travail marchand, est de préparer les prochaines élections, pourtant pas proches. On aurait pu croire, parce qu'il a écrit un livre dans lequel il pose les vraies questions, qu'un Philippe Seguin émergeait de la pensée unique. Il vient de faire la preuve du contraire¹. Même à gauche et chez les Verts, toutes les discussions se transforment en marchandages (35 heures ou 32 ?), pour trouver des alliances. Rien de plus évolué...

Au moins pourrait-on espérer des journalistes de la grande presse qu'ils stimulent la pensée, car cela pourrait être leur rôle. Bien au contraire, ils freinent tellement toute réflexion qu'ils sont aujourd'hui en retard sur l'opinion. Alors que de plus en plus de gens ont pris conscience que tout est fait pour que les gains de productivité soient accaparés par quelques riches toujours plus riches, au détriment d'un nombre sans cesse croissant de pauvres de plus en plus pauvres, et que cela ne peut plus durer, les journalistes "accrédités" font tout ce qu'ils peuvent encore pour étouffer cette prise de conscience. Bien des aspects de la situation actuelle font penser à celle qui a précédé en France la Révolution de 1789. Partout, les peuples en ont "ras-le-bol" des abus manifestes du pouvoir, même quand il est réputé démocratique, mais personne, en "haut lieu", ne les entend.

Les journalistes auront-ils le même sort que jadis les Fermiers généraux ?

On a pu avoir récemment un exemple flagrant de cette attitude servile, et complice, des journalistes de *France-Inter*². Vers 9 heures du matin, cette radio offre quelques minutes — une charité ! — à ses auditeurs : elle donne la parole à ceux d'entre eux qui réussissent à avoir la ligne, et cela donne une idée de la réaction des gens à l'actualité. Presque quotidiennement, au moment des froids hivernaux, on apprenait que de nouveaux morts de misère avaient

été découverts dans les rues. Et, simultanément³, les journaux nous décrivaient tous les efforts déployés jusqu'au bout du monde pour sauver deux navigateurs en perdition dans la course Vendée-globe. Plusieurs auditeurs ont réagi en s'indignant : alors qu'on est capables de mettre en œuvre tant d'hommes et tant de matériels fort coûteux pour aller chercher ces marins qui ont librement choisi de prendre des risques évidents, comment peut-on prétendre en même temps qu'on n'a pas les moyens de procurer des conditions de vie décentes, normales, aux exclus du travail ? La réponse systématique, odieuse et absurde que leur a faite le journaliste de service a été : ce sont deux choses différentes, il ne faut pas mélanger, pas comparer. Interdit. Bref, la langue de bois de la plus parfaite mauvaise foi. Le type borné qui ne veut pas savoir, pas penser. La brute, quoi. Et la même non-réponse a été faite plusieurs fois car il y a eu — évidemment — plusieurs interventions dans le même sens.

*
*
*

Je me désespérais de mes semblables lorsque j'ai reçu de nos correspondants canadiens un remontant sous la forme d'un article découpé dans le journal *La Presse*, de Montréal. L'auteur en est Pierre Foglia, que nous avons déjà cité car il se distingue de ses collègues officiels d'ici. Je ne peux résister à l'envie de vous rapporter ce qu'il vient d'écrire sous le titre *Temps Libre* :

(suite page suivante)

KOU annonce son arrivée à Paris.

Prévenez vos amis ! C'est pour fin février ...

« Ils ont encore dit qu'ils allaient créer des emplois... Même les syndicats s'y mettent. Et l'opposition. Tous. Cette semaine, comme la semaine d'avant, comme le mois dernier, comme tous les jours depuis au moins dix ans, ils ont encore répété que leur priorité c'était l'emploi, qu'ils allaient sauver des emplois, qu'ils allaient créer des emplois... Les gouvernements continuent de parler du chômage comme d'une panne temporaire qu'ils sont en train de réparer. Et de l'emploi comme d'une variété de champignon un peu rare qu'ils nous engagent à chercher sans se décourager : y'en a ! y'en a ! On ne sait pas trop où, mais ne vous découragez pas. On va vous aider à en trouver...

Il n'est pas inutile de rappeler, en ces temps où on est en train de mythifier l'emploi, qu'un emploi est créé par le besoin de faire faire quelque chose par quelqu'un. Les mots-clés là dedans, c'est "besoin de quelqu'un". Il y a de moins en moins d'emplois parce que l'industrie a de moins en moins besoin d'ouvriers et de cadres pour produire les biens que nous consommons. Et ce n'est pas parce que cela va mal. C'est parce que cela va bien au contraire. C'est parce que la technologie fait en sorte que l'industrie a moins besoin de bras. C'est ça le progrès. C'est, en tout cas, une des définitions les plus communes, les plus admises du progrès : libérer l'homme de la servitude du travail... On le dit le plus souvent en persiflant, mais c'est vrai depuis la nuit des temps, on est passé de l'âge de pierre à celui du fer, de la révolution industrielle à l'informatique et ça va continuer. Et il va y avoir de moins en moins de jobs. Parce que le progrès a de moins en moins besoin de bras, c'est dans sa nature même. Il a seulement besoin de consommateurs. Et là on arrive aux vraies questions. Comment faire consommer aux gens qui ne travaillent pas ? C'est une vraie question. Comment faire profiter tout le monde du progrès ? En redistribuant la richesse collective disent

les syndicats. Ce n'est pas pour demain matin ! Mais supposons. Comment cela marchera-t-il dans l'autre sens, parce qu'il faut que ça marche dans les deux sens, comment des gens qui ne travailleront plus, qui ne produiront ni biens ni services, contribueront-ils à la richesse collective ? C'est une autre vraie question.

Et celle-ci, toute bête : ces gens de tous les âges qui ne travailleront plus, qui n'iront plus faire "du temps" dans des programmes bidon, qu'est-ce qu'ils vont foutre toute la journée ?

Iront-ils plus longtemps à l'école ? Est-ce qu'une société dont le niveau de culture générale s'élève, s'enrichit ? Est-ce que la consommation de biens culturels (et donc leur production) ne pourrait pas nous occuper aussi pleinement que la production de toasters ?...

Je ne voudrais pas vous donner l'impression d'avoir des réponses aux graves questions que pose la fin de l'emploi. Je n'en ai pas. Je n'en attends pas, non plus, de toutes faites. J'attends seulement qu'on en discute. C'est le défi des temps présents. C'est la grande question que vont devoir se poser l'Homme et sa fiancée demain : qu'est-ce que je vais foutre toute la journée ?

Au lieu de répondre à cela, les gouvernements sont encore à dire qu'ils vont créer des emplois. Ou ils sont menteurs. Ou ils sont un peu cons. »

*
* *

Et c'est bien la question qu'on se pose quand on entend leurs Majestés Balladur et Barre encourager notre Juppé national à aller toujours plus loin... Pour eux, pas question de baisser l'âge de la retraite, il faut, au contraire, l'augmenter, c'est sûrement comme cela qu'on embauchera les jeunes ! En les entendant, j'aurais plutôt tendance, en ce qui concerne la question posée par Foglia, à pencher pour la seconde réponse (allez voir plus haut, je veux rester polie). Parce que Balladur montre

bien le problème crucial lorsqu'il fait, le calcul suivant : si les jeunes étudient jusqu'à 25 ans, si l'âge de la retraite est 55 ans et qu'on vit en moyenne 80 ans, cela fait 30 ans où on travaille et 50 ans où les autres travaillent pour nous. Il est donc évident qu'on ne peut plus entretenir les non-salariés par une redistribution alimentée par les salaires ! Cela tombe, en effet, sous le sens. Comme il est évident que l'emploi salarié - le seul que la production paie - tend inexorablement à diminuer. C'est bien pour cela qu'il faut trouver autre chose. Alors, puisque la production, elle, ne cesse d'augmenter, pourquoi ne pas la distribuer entre tous ? Il est vraiment temps qu'on en discute !

MARIE-LOUISE DUBOIN

1. Comme les analyses présentées par son livre *En attendant l'emploi* rejoignent les nôtres, nous lui avons demandé ce qu'il pense de nos propositions, exposées dans "la 3^{ème} voie", notre récent numéro spécial, joint à notre envoi. Bien évidemment, il ne les a pas lues et c'est son secrétariat qui a accusé, poliment, réception.

Comme toujours...

Fera-t-il bientôt comme Michel Rocard qui avoue, mais un peu tard, dans son dernier livre *Comment en sortir*, que la gauche n'a pas su formuler le diagnostic de la mutation en cours et qui ajoute, comme l'a noté A.Prime, « Notre aveuglement collectif est d'autant plus impardonnable que cette évolution avait été aperçue par quelques esprits, parmi les plus clairvoyants, il est vrai ».

Nous souhaitons que beaucoup de lecteurs se chargent de lui rappeler tous les efforts qu'eux et nous avons multipliés pour faire entendre, à lui-même comme à tant d'autres, la voix du bon sens.

2. J'ai renoncé depuis longtemps à écouter les radios aliénées à la publicité, qui me casse les oreilles.

3. C'est d'ailleurs ce qui a inspiré à J-C Pichot la fable qu'on lira plus loin dans ce numéro, page 8.



L'Inter-nationa-a-a-le sera le genre humain !

Ce poème d'ouvrier-chansonnier révolutionnaire Eugène Pottier, écrit en 1870-71, mis en musique en 1888 par Pierre Degeyter, ouvrier et membre de la chorale du Parti Ouvrier Français, qui le chanta pour la première fois le 23 juillet 1888, a quelque chose de poignant dans sa rude simplicité.

*Debout, les damnés de la terre
Debout, les forçats de la faim...
Le monde va changer de base,
Nous ne sommes rien,
soyons tout.*

Où en sommes-nous quelque 125 ans après ? Alors que l'Internationale de ceux qui produisent les richesses par leur travail aurait pu être au rendez-vous du troisième millénaire, c'est hélas, une autre Internationale que l'on trouve : celle de la mondialisation d'un néolibéralisme sauvage, drivé depuis une douzaine d'années par une sorte de puissance mystérieuse internationale appelée "marchés financiers", "sphère ou bulle financière". Le moins qu'on puisse dire est que cette Internationale ne sert pas le genre humain. Les forçats de la faim, les sans-logis sont toujours là et leur nombre s'accroît.

Depuis quelque temps, les témoignages fusent de toutes parts. Un des plus remarquables émane une fois de plus de Philippe Séguin. Le 6 janvier à Bruxelles, convié par les "Grandes Conférences catholiques de l'Université de Louvain", il a réaffirmé la primauté du politique face à un marché « qui semble être le nouveau maître du jeu, s'impo-

sant à nos sociétés à la faveur de la mondialisation. Ce marché, a-t-il souligné, cette puissance anonyme, aux desseins mystérieux dont on parle comme d'une personne, à qui l'on attribue les pouvoirs les plus impressionnants, et à qui l'on prête une rationalité indépassable n'est qu'un lieu fictif. Ce marché, a-t-il poursuivi, est en train, ni plus, ni moins, de s'imposer contre la démocratie ». Puis Ph.Séguin dénonce : « cette menace d'un capitalisme totalitaire qui oublie que nous sommes — du moins en Europe — des démocraties de marché avant d'être des économies de marché ».

Notons ces formules originales : capitalisme totalitaire, démocratie de marché. Et Ph.Séguin avertit : « Craignons que les peuples ne passent un jour de l'indifférence à l'hostilité ». En ce qui nous concerne, nous sommes depuis longtemps hostiles.

Un article du Monde du 7/1/97 titre : « Martine Aubry s'en prend à un libéralisme menaçant l'Europe et la cohésion sociale ». Elle regrette qu'au cours du second septennat de F.Mitterrand, les socialistes aient « manqué de volontarisme politique » et soient entrés « comme tout le monde dans cette bulle financière que nous avons glorifiée ». Si les socialistes reviennent au pouvoir, il faudra « remettre le libéralisme là où il sait faire ». Il ne faut pas seulement « corriger les effets néfastes du libéralisme mais bien repenser un modèle de développement ». Si ce n'est pas fait au niveau européen « dans dix ans l'Europe n'existe plus... Il y aura des gens qui resteront sur les rails,

toujours plus riches, et d'autres sur le bord de la route, toujours plus pauvres ».

Soit. Mais chacun sait que les socialistes ont officiellement intégré l'économie de marché dans leur pensée et leur programme. Il faudrait vraiment frapper fort (social, chômage) et vite, pour faire plier d'abord les forces du marché classique (patronat, industriels...) et surtout les forces dominatrices internationales qui placent ou déplacent leurs capitaux selon que les gouvernements sont « économiquement corrects » ou non.

Voyons plutôt :

Analysant le livre "La planète capital" de deux auteurs américains¹, Ph.Arnaud, du Monde, écrit : « La mondialisation du marché des capitaux menace-t-elle les États ? ». La réponse ne peut être que positive une fois refermée la dernière page... « Les freins traditionnels à la création de liquidités n'existant plus, le stock financier mondial a été multiplié par quatre entre 1980 et 1994. Il dépasse aujourd'hui les 40.000 milliards de dollars - vingt sept fois le PIB de la France. Encore ce chiffre en valeur absolue ne signifie-t-il pas grand' chose. Sur ces 40.000 milliards de dollars, les capitaux flottants, ces fonds nomades qui se déplacent d'une place à l'autre, représentent une proportion importante, difficilement chiffrable avec précision. On sait que le volume de transactions du seul marché des changes est de l'ordre de 1.000 milliards de dollars par jour ! ».

On cherchera vainement dans ce livre un point critique sur la spéculation. Il se pourrait bien, après

Les 26, 27 et 28 février prochains, à 20 h 30,
"Kou" sera représenté au Centre Wallonie-Bruxelles,
7 rue de Venise (près du Centre Beaubourg), 75004 Paris.
Réservez-lui une de ces trois soirées ! Tél 01 53 01 96 96.

tout, que nous soyons entrés d'ores et déjà dans une ère nouvelle du capitalisme. Un temps où des outils extrêmement sophistiqués et des procédures ultra raffinées dictent leur comportement aux différents acteurs économiques.

«*Nous allons vers des temps troublés*» prédisent d'ailleurs les auteurs. Les Etats-nations devront se résoudre à réduire des avantages sociaux jugés *insupportables*. Le capitalisme planétaire risque donc de se construire « *au détriment des vastes classes moyennes* ». La profession de foi enthousiaste dans le capitalisme libéral se termine par une vision de l'avenir franchement sombre.

Vous avez bien lu "*avantages sociaux jugés insupportables*".

On pourrait multiplier les exemples. Nombreux sont aujourd'hui les économistes, journalistes, hommes politiques, sociologues, etc. qui ont pris conscience de l'évolution des forces destructrices de l'homme et de la société à l'œuvre au sein du "*capitalisme triomphant*".

Citons pour finir P.A. Dehommais qui dans *Le Monde* du 16/12/96, écrivait dans un article intitulé "*Le grand zapping des marchés finan-*

ciers" : « *Seule certitude, le dérèglement et l'internationalisation des marchés financiers ont eu pour conséquence de placer sous une étroite surveillance les politiques économiques des États. Qu'une orientation budgétaire les inquiète, qu'une hausse des salaires des fonctionnaires leur paraisse excessive, qu'une mesure d'aide à l'emploi ou à la consommation leur semble dispendieuse et inefficace, et la sanction tombe. En quelques instants, les investisseurs de Tokyo, Singapour, New York, Londres, Francfort ou Paris alertés en temps réel par leurs écrans Reuter, expriment leur méfiance et leur désapprobation en vendant les obligations, les actions ou la devise du pays concerné et transfèrent les fonds vers un autre pays jugé financièrement plus correct.*

Ces retraits de capitaux présentent des effets économiques destructeurs, dont le principal est d'augmenter la prime de risque du pays délaissé : les taux d'intérêt remontent, ce qui alourdit la charge de la dette publique, augmente le coût de financement des entreprises et des ménages et, au bout du compte, freine la croissance économique

et fait progresser le taux de chômage ».

Nous sommes prévenus : hausse des fonctionnaires, aide à l'emploi... financièrement pas correctes, la sanction tombe. On a vraiment du reste l'impression qu'un Juppé, chez nous, bricole au milieu de ces contraintes financières internationales. Exemple : baisse des impôts de 25 milliards en 97, mais hausse des impôts locaux de 18 milliards, de l'essence, etc. Quasi blocage des salaires. En bref, c'est vraiment estimer les Français nuls en mathématiques que de leur seriner que la croissance, donc l'emploi, vont repartir... au deuxième semestre 97². Déjà six mois de gagnés ! Le CSERC ne se trompe sûrement pas dans son rapport du 7 janvier montrant que les inégalités de revenus continuent d'augmenter en France !

ANDRÉ PRIME

1. Lowell Bryan et Diana Farrel. Edition Village Mondial.

2. Voir l'éditorial de M-L Duboin, GR

Kou à Paris ! Ne manquez pas d'amener beaucoup d'amis à venir le voir...

La pièce tirée du livre de J. Duboin sera représentée

les 26, 27 et 28 février, à 20 heures 30,

au Centre Wallonie-Bruxelles,

7 rue de Venise, à Paris (près de Beaubourg).

Téléphone 01 53 01 96 96

(voir page 9) →

La commission sociale des évêques interpellée

Mgr Albert Rouet, évêque de Poitiers, nommé en novembre Président de la Commission sociale des évêques de France, a fait montre d'une grande ouverture sociale en écrivant :

«*Le travail participe toujours d'une culture. Il exprime une manière d'être ensemble. Trois millions de chômeurs hier, trois millions et demi aujourd'hui : c'est bien l'aveu visible que notre culture ne sait plus comment penser le travail. Nous ne sommes plus dans le cadre d'un chômage endémique ou conjoncturel. Ce n'est donc pas une crise, mais plutôt un problème structurel. Le plus optimiste des écono-*

mistes ne voit pas d'amélioration à l'échelle de vingt, vingt-cinq, voire trente ans. C'est-à-dire pratiquement à l'échelle d'une vie de travailleur !... Non, il nous faut changer la manière de penser la société.».

Henri Muller, saisissant la balle au bond, lui a adressé le 11 novembre une lettre de deux pages pour lui montrer que : « *L'Épiscopat ne peut être absent du débat économique. Vous avez pris clairement position contre le courant libéral. Il serait souhaitable que la Commission que vous présidez procède à l'examen de ce "projet de société pour demain" et fasse de même connaître ses conclusions.*»



L'horreur économique

Viviane Forrester a séduit les médias. Romancière, elle fait un tabac en dénonçant l'hypocrisie de ceux qui s'acharnent à prétendre que le plein emploi reviendra un jour, avec la confiance. Elle multiplie les rencontres et conférences de presse et ses collègues—elle est critique littéraire au Monde et membre du jury Fémina— ne lui ménagent pas la publicité. Et pourtant, le passage que cite d'elle *Le Nouvel Observateur* semble tiré de *La Grande Relève*. Qu'on en juge : «Quand prendrons-nous conscience qu'il n'y a pas de crise, ni des crises, mais une mutation? Non celle d'une société, mais celle, très brutale, d'une civilisation? Nous participons d'une ère nouvelle, sans parvenir à l'envisager. Sans admettre, ni même percevoir que l'ère précédente a disparu»

(extraits envoyés par de très nombreux lecteurs dont M.Zéghouani, de Paris, J.Dancoisne, de Lens, M.Loubmon, de Carqueiranne, etc.)

Chiffres à retenir

Population active : 25.590.000 (ce chiffre comprend les chômeurs).

Nombre de chômeurs : 3.121.500 (soit 147.700 de plus qu'il y a un an, soit 5 %). Ce chiffre exclut ceux qui travaillent plus de 78 h/mois. Eux inclus, le nombre des chômeurs atteindrait 3.451.000.

PIB (France) : 7.675 milliards. Et pendant ce temps-là, Chirac tenait absolument à alléger l'ISF !

Fusions 1996

Les huit principales fusions d'entreprises représentent à elles seules 150 milliards de dollars, soit plus de 750 milliards de francs. L'ensemble des fusions se monte à 5.200 milliards de francs contre 4.500 en 95, soit 15 % de plus. On aimerait savoir combien cela représente de créations de postes, ...ou plutôt, de licenciements ?

Dettes publiques

Elle est passée de 500 milliards au début des années 80 à environ 4.000 milliards aujourd'hui. Le service de la dette a atteint en 1996 248 milliards (sur un budget d'environ 1.400 milliards).

Le Monde, 3 /12/96

Nouvel an, nouvel âge...

On voit poindre ça et là quelques francs-tireurs, même dans la grande presse française. Un exemple est apporté par Gabriel Delaunay, écrivant sous ce titre dans *Sud-Ouest* du 3 janvier : «*Les jours que nous vivons nous donnent la mesure de ce qu'était se lever à l'aube dans une maison sans chauffage pour tirer d'une petite fontaine de fer émaillé pendue au mur un filet d'eau glacée et faire avec lui les tâches les plus rudes. Au contraire, c'est avec le souvenir de ce froid que je suis d'autant plus frappé que le merveilleux progrès technique qui a permis à la grande majorité d'entre nous d'y échapper se retourne maintenant contre nous.... A l'échelon mondial toujours, ce progrès technique, dont chaque application modifie jour après jour notre vie quotidienne, est à l'origine d'une accélération de la production qui constitue pour l'ensemble de la planète un enrichissement considérable.... Au cours des dix dernières années, la différence entre ce qu'on peut appeler, comme à l'école primaire, le prix de revient et le prix de vente des marchandises produites par la planète constitue un bénéfice énorme capable de changer le devenir du monde*». Mais ces bénéfices «sont actuellement répartis entre producteurs et intermédiaires au libre gré des plus puissants, dans un jeu opaque de conflits d'intérêt et de jeux financiers, sans aucune stratégie géopolitique,

sans aucune perspective sociale concertée entre les pays.... Il peut paraître utopique d'imaginer des structures de régulation et de répartition de ces bénéfices.... Pourtant, la seule chance est là, et des structures se dessinent qui nous laissent penser que l'utopie n'est peut-être pas totale. ...Cette "masse de manœuvre" définit le champ de la politique de demain si nous ne voulons pas que nos États soient des royaumes d'opérette où l'on se contente de fleurir les monuments de chrysanthèmes en exprimant des vœux.»

(envoi de G. Capeyron, Pyla-sur-Mer)

L'ivresse pénale

Autre réflexion, parue dans *Sud-Ouest*, sous la plume de J.C. Guillebaud, avec pour sous-titre "Quand le tout permis ne profite qu'aux puissants" : «*Dans l'ensemble des pays industrialisés, plus l'État recule, plus la prison avance... Aux États-Unis, patrie de la liberté, le taux d'incarcération est désormais le plus élevé du monde. Pour 10.000 résidents américains, 426 sont emprisonnés... Confrontée à des problèmes politiques ou philosophiques qu'elles ne savent plus résoudre, nos sociétés s'en remettent de plus en plus à la répression*».

(envoi de H. Richon, Saint-Pardoux)

Bêtise ou mauvaise foi ?

«*Les Français ne consomment pas parce qu'ils n'ont pas confiance*».

J.Baumel, France-Inter 30 /12/96

Il ne lui vient pas à l'esprit que c'est tout bêtement, et avant tout, par manque de pouvoir d'achat !

Devinez : de qui est-ce ?

«Les valeurs de la société nouvelle aux États-Unis sont en plein délabrement. Elles ne sont définies qu'en termes de valeur commerciale. J'en suis la parfaite illustration. On m'admire plus parce que j'ai de l'argent que pour mon action philanthropique.»

C'est la course *Vendée-Globe* qui a inspiré la fable suivante.

Loi de la jungle hors-la-loi. Pour qui ?

La Terre était depuis de nombreuses années, déjà, le lieu fermé et réputé incontournable d'une compétition acharnée dont la technologie était l'arme absolue, compétition du plus fort, du plus rapide et du premier arrivé mettant aux prises quelques représentants d'une humanité qui n'avait pas encore complètement perdu sa place et son rôle dans la conduite des affaires : en effet, de qui parlerait-on s'il n'y avait des pilotes performants aux commandes des entreprises ?

L'environnement du marché était par moment d'une dureté exceptionnelle mais la sélection avait écarté les plus faibles et semblait suffisante pour qu'il n'y eut pas de faillite désastreuse pour l'image du système. En outre, pour éviter tout risque de comparaison désobligeante avec le reste de l'humanité, les responsables des entreprises en concurrence avaient d'un commun accord décidé de vivre chichement, dans des conditions curieusement proches de certains SDF,

les privations alimentaires en moins (auraient-ils pu tenir la distance avec le ventre vide ?).

Miraculeusement (c'était autour de Noël), la loi dite "de la jungle" (mais les animaux sont-ils plus durs entre eux que nous -mêmes ?) avait été décrétée hors-la-loi : pas question d'écraser le concurrent ni de lancer contre lui OPA ou OPE. À défaut d'une révolution, c'était au moins une bonne trêve ! Dans le grand projet qui nous intéresse ici, il y avait même une entreprise, française, pas tout en fait en règle, qui, à aucun moment, n'a été montrée du doigt. Jusqu'au jour où elle a rencontré quelques difficultés dans la réalisation de son affaire. Que croyez-vous qu'il arrivât ? Un exemple incroyable de dévouement et d'entraide de la part de quelques concurrents, et notamment d'un britannique, qui a consenti à dépenser pour elle une énergie et un temps si précieux pour sa réussite personnelle et que l'ensemble des autres étaient prêts à compenser sur une juste base.

Soucieux de donner d'eux-mêmes une image encore meilleure, les hommes avaient admis la présence de femmes dans le cadre de leur compétition censée respecter le principe des "armes égales" et l'on savait par avance que, quelle que soit l'issue de la compétition, chacun aurait sa part de succès et de reconnaissance, y compris le plus mauvais (oh ! pardon : le moins bon !) : on se prenait à rêver !

A l'heure où je m'amuse à écrire ces lignes, les bateaux du Vendée Globe ne sont pas arrivés. Je souhaite naturellement à tous de revenir au port, mais le plus tard possible afin de ne pas arrêter trop tôt cette vision d'une humanité solidaire sans réels perdants. Malheureusement, nos autres entreprises quotidiennes ne sont pas du domaine de l'inutile : adieu donc, très bientôt, à ce modèle inexploitable au profit d'une grande partie de ceux qu'ils auront au moins fait rêver un moment...

Jean-Claude Pichot

À l'occasion du débat Rocard-Sarkozy dans "*la Marche du siècle*" du 4 décembre, Georges Gaudfrin a adressé à Jean-Marie Cavada la lettre suivante :

« Faute de pouvoir redonner au travail sa "valeur d'échange" dans l'économie du même nom, les deux n'ont d'autre solution que de redistribuer autrement la valeur qui lui reste, c'est à dire les revenus du travail liés à l'emploi.

L'un par une limitation des revenus unitaires, ou en les rendant toujours plus aléatoires, l'un et l'autre par un recyclage de ce qui est préalablement pompé sur eux... A l'heure où on en vient même à parler de "capital outragé" (cf. Daewoo) ou de "concurrence déloyale" dès que les revenus du travail osent réclamer leur part de sécurité (Philips- recapitalisation Thomson), il ne faut pas s'en étonner.

Ceci dit, il s'agissait d'un combat de borgnes. De pauvres hères tournant en rond sur les boucles du

manège monétaire sous le regard de Dieu — je veux dire des pompes financières aspirantes et refoulantes qui le font tourner — se rencontrant de temps en temps par des hasards inévitables pour s'éloigner aussitôt; satellites tournant en rond dans l'Univers de la finance aussi silencieux que les espaces interstellaires, mais déconnectés de la réalité des moyens matériels et intellectuels réels qui ne demanderaient qu'à servir sur terre. Au mieux, des mécaniciens penchés

sur des moteurs en panne qu'ils ne comprennent plus, titillant tour à tour ce qui leur paraît accessible, en espérant que ça reparte...

Le jour arrivera-t-il où l'analyse ci-jointe aura droit de cité dans une émission ?»

G.Gaudfrin joignait à cette lettre le texte, reproduit dans notre N°954, qu'il a fait passer dans la revue de l'Ingénieur.

initiative

Réponse à la devinette, de qui est-ce ?

De George Soros (Paris-Match, 7.11.96) (Envoi der P. Thomas, Chatou).



KOU, L'AHURI

à l'issue de sa troisième représentation à Paris
 le 28 février prochain,
 au Centre Wallonie-Bruxelles, 7 rue de Venise, tél. 01 53 01 96 96
 vous invite à ASSISTER AU DÉBAT entre différentes
 personnalités du monde socio-économique sur
LA MISERE DANS L'ABONDANCE

comment l'idée vint à Christine

Depuis plusieurs décennies, Jacques Duboin semblait voué à une disgrâce certaine, en même temps que le libéralisme et sa pensée unique broyaient toute réflexion critique. Comment *Kou l'ahuri*, cet ouvrage aussi décapant et iconoclaste, qu'il a écrit en 1934, presque oublié de nos jours malgré sa troublante actualité, s'est-il trouvé adapté puis mis en scène à Bruxelles avec le succès que l'on sait ?

Dès que je fus informé de la programmation de la pièce, j'interrogeai dans ce sens Marie-Louise, la fille de Duboin. Elle me répondit : — *J'ai retrouvé en Autriche, à Vienne au congrès de BIEN, notre ami Philippe Van Parijs, secrétaire belge de ce "réseau européen pour l'allocation universelle", qui me félicita en disant : c'est formidable, une pièce va être montée à Bruxelles d'après le livre de ton père, Kou l'ahuri ... Moi, je tombais des nues...*

Renseignements pris, nous nous trouvâmes une petite dizaine d'amis à faire le voyage jusqu'à la capitale belge pour assister à la représentation le lendemain de la Première, puis à participer au débat dont Valérie Battaglia a rendu compte dans le numéro 960. Tard le soir, après la discussion publique, nous poursuivîmes la conversation en compagnie de Christine Delmotte, la jeune et charmante personne qui avait mis en scène la pièce avec tant de brio. Curieux de nature, je lui demandai

comment l'idée lui était venue.

— *C'est Noël Godin qui me l'a suggéré*, répondit-elle avec un petit sourire.

Je trouvai la chose amusante. Même si son nom ne dit rien d'emblée, Noël Godin est une personne célèbre. Tout le monde, en France comme en Belgique, le connaît sous le pseudonyme de *l'Entartreur*... C'est lui qui a réussi une quantité impressionnante de coups d'éclat en projetant des tartes à la crème sur quelques personnalités en vue : Bernard-Henri Lévy, Poivre d'Arvor, J-P Elkabach, Patrick Bruel, Philippe Douste-Blazy et d'autres représentants de l'hégémonie politico-culturelle. Son palmarès est impressionnant et il en fait état dans un ouvrage récent au titre suggestif : *Crème et châtiement*¹ ! Mais Noël Godin est moins connu comme intellectuel, chercheur inlassable, rat de bibliothèque, boulimique, avide d'une nourriture particulière : la pensée non-conformiste. Il vient du reste de rééditer son *Anthologie de la subversion carabinée*², ouvrage regroupant plus de 800 pages de textes contestataires (mais à ce sujet, Godin est peut-être sévère avec certains auteurs qu'il juge trop mous tels que Henry-David Thoreau, Camillo Berneri voire Kropotkine, ce dernier ayant beaucoup inspiré Duboin*).

Poursuivons... Voulant toujours en savoir plus, j'ai obtenu les coordonnées de Noël Godin et me suis entretenu téléphoniquement avec

lui. Par quel biais avait-il connu Jacques Duboin ? Telle est la première question que je lui posai.

— *C'est à la bibliothèque royale de Bruxelles, me déclara-t-il, en enquêtant sur le courants radicaux. C'est là que j'ai trouvé Kou l'ahuri dont j'ai fort apprécié la lecture...*

— *Mais comment, ajoutai-je, l'idée vous est-elle venue que ce roman pouvait être adapté au théâtre ?*

— *J'ai beaucoup d'amitié pour Christine Delmotte, me répondit-il, j'apprécie son talent... Mais les auteurs qu'elles mettaient en scène jusque-là m'apparaissaient un peu gnan-gnan ; du P-J Jouve... du misérabilisme... très peu pour moi ! ...Donc, un beau jour, je lui communiquai deux textes que j'avais préalablement sélectionnés : un extrait du Nouveau monde amoureux de Fourier, qui demeure mon grand maître, et le petit brûlot de Duboin... C'est ce dernier qui a eu la préférence...*

J'ai donc trouvé un nouveau point d'accord avec Noël Godin : l'admiration pour Fourier à qui je dois personnellement beaucoup. Quant à Kou, je suis convaincu qu'il a encore un grand succès devant lui.

DJÉMIL KESSOUS

1. Albin Michel, 1995.

2. À l'Age d'Homme, éditeur qui publie entre autres les livres de notre ami suisse Roger-Louis Junod.

*. NDLR Cette affirmation n'engage que son auteur.

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D

Groupe Liégeois
pour
l'Economie Distributive
a publié la brochure
Muter ou chuter
(prix 18 FB,
CCP000 0660548)
et diffuse livres et
journaux distributeurs
en Belgique.

L. Gosset,
21 rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
BELGIQUE
*

G.S.E.D.

Groupe de Salariés
pour
l'Economie Distributive
11 rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"

J-C. Giroud
103 Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

EDEN

Equipes pour la
Diffusion d'une
Economie Nouvelle
6 bis rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

RÉSISTANCE

À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61 rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

*

FRAGMENTS - DIFFUSION

9 rue Eugène Jumin
75019 PARIS

*

TRANSVERSALES Sciences / Culture

21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

**La Grande Relève
s'est inscrite
à titre collectif
à la Maison Grenelle.**

**Ceci doit permettre à tous
ses abonnés d'en utiliser
les services,
en particulier ceux de la
bibliothèque.**

*

CITOYENS DU MONDE

15 rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

UNION PACIFISTE

BP 196
75624 PARIS Cédex 13

*

ALTERNATIVE SYNDICALISTE

éditée par le Cercle de réflexions
et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

*

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

GAVROCHE

Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

*

A CONTRE-COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

J. Legros 100 - P. Magre 70 - E. Mathieu 50 -
J. Olivier 70 - L. Piel 70 - J. Cornelio 270 - S.
Faure 150 - Mlle Thomas 620 - Mme Berger
100 - G. Pons 70 - A. Poisson 70 - R. Saillard
120 - Mme Mathelon 20 - L. Janelle 300 - Mme
Lahens 300 - M. Lherminiez 170 - B. Palier 300
- P. Rivallant 50 - Mme Robier 20 - M. Cal-
meyn 90 - G. Chauvin 70 - M. Doubre 70 - J.
Frigout 100 - Mme Grémion 140 - L. Tissot 20
- C. Bauny 70 - J. Le Dore 250 - Y. Le Troter
500 - C. Logre 170 - Mme Cerison 170 - M.
Dosset 100 - Mme Giat 20 - A. Bertat 20 - A.
Prime 200 - R. Savart 170 - R. Brusseau 150 -
R. Coustillac 20 - J. Gobeau 70 - Mme Guyot
120 - M. Bourrely 70 - A. Richard 20 - P; Ber-
trand 70 - P. Moreau 70 - G. Carle 370 - C.
Coulon 370 - J. Fichou 170 - M. Fournier 170 -
P. Bauge 20 - H. Bévançon 370.

Total 7.140 F.

Grand merci à tous !...

« Nous pensons que les citoyens ont le droit et le devoir de s'exprimer, de réfléchir et de s'organiser pour impulser un changement de société. Pour ce faire, nous proposons la création de groupes décentralisés qui organiseront des débats et des actions à propos notamment de l'avenir du travail, de l'accès à l'emploi et à des revenus décents pour tous. Ceci nous permettra de dégager des pistes et des propositions. A l'occasion d'un forum, qui aura lieu l'année prochaine, les différents groupes confronteront leurs expériences et leurs revendications. Ensuite nous porterons celles-ci au monde politique. Nous pensons que tous et toutes devraient avoir accès à un emploi et à des revenus décents! Ce souhait est aujourd'hui encore loin d'être une réalité. C'est pourquoi il est utile de s'unir, d'être solidaire et de constituer un réel rapport de force capable de s'opposer à la logique du seul profit et de la dominance de l'économie. Des solutions existent ! Sus au pessimisme ! Réfléchissons ensemble à l'application de ces solutions ! Créons ensemble une société où il ferait bon vivre, où les besoins fondamentaux des gens seraient respectés. Nous avons des droits. Défendons-les ! »

**Collectif Solidarité contre l'exclusion
Emploi et revenus pour tous
25, av. Depaire, 1020 Bruxelles,
tél. et fax : 00 02 479.39.82**



A-L W

Notre numéro spécial de décembre dernier, à propos de "La troisième voie", nous a valu pas mal de courrier, que nous rapportons ci-dessous. Avec l'espoir qu'il soit l'objet d'un débat plus large encore dans notre tribune, nous l'avons adressé, avec un mot d'accompagnement, à plusieurs personnalités. Nous vous ferons part de leurs réactions.

Il n'y a pas 36 chemins...

La troisième voie : tel est le titre sous lequel est paru le numéro spécial de la Grande Relève de décembre 1996. « Entre la dictature des marchés financiers et celle, disparue, du pseudo-communisme qui régna à l'Est, une troisième voie est possible, celle de l'économie distributive » nous déclarent, d'emblée, Marie-Louise et Jean-Pierre.

Mais, en toute logique, il faudrait alors intituler le texte : la énième voie, car entre la dictature des marchés financiers, d'une part, et de l'autre, toutes celles - disparues ou non - du pseudo-communisme stalinien ou du vrai fascisme, du nazisme, du maoïsme, des intégrismes... il existe certaines solutions intéressantes et notamment celles de l'économie distributive.

Ce problème de la troisième voie remonte, en fait, à l'entre-deux guerres lorsque, entre l'URSS et les USA, s'est amorcée une bipolarisation du monde qui s'est poursuivie durant plusieurs décennies. De nombreux intellectuels, divers courants de pensée, ont alors cherché, entre dictatures du capitalisme dit "libéral" à l'Ouest et celle du stalinisme à l'Est, un chemin qui respecterait la personne humaine et contribuerait à son émancipation.

Tous les courants de la gauche anticapitaliste, qu'ils soient socialistes, communistes, anarchistes, distributistes... ont de nombreuses vues convergentes, et notamment un progressisme fondamental. Cette philosophie nous enseigne que, après l'ère du capitalisme, doit survenir une société nouvelle où les hommes seront plus libres et plus respectés. Cette société qui doit donc prendre le relais de l'actuel système capitaliste, devra,

au début, s'instaurer non pas sur la périphérie du monde développé, à l'image des précédentes expériences désastreuses du léninisme, du mussolinisme ou du tiers-mondisme, mais à partir de son centre actif. Telle est notre voie...

... Et nous sommes nombreux à penser cela. Dès 1849, pour cette même raison, Marx s'était installé en Angleterre, le pays le plus avancé du monde à l'époque. Plus près de nous, Jacques Duboin imaginait que la mutation de l'économie distributive s'enclencherait à partir des USA. En tout état de cause, quel que soit le lieu précis où s'amorcera la mutation, celle-ci ne pourra que se généraliser au monde entier. Il est bien évident qu'une société moderne reposant sur la coopération et le bien-être commun ne peut coexister avec un monde basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et son exclusion. Un des deux doit s'incliner et se transformer. L'édification de ce monde nouveau est inséparable du déclin de l'ancien. Il n'y a pas d'autre alternative. En 1917, c'est la Russie qui, malgré ses ambitions immenses, a dû s'incliner, se transformer : elle ne pouvait soutenir la comparaison ; on ne socialise pas la misère. Et demain ?

DJÉMIL KESSOUS

RÉPONSE. C'est vrai que dans notre esprit il s'agissait de trouver une voie autre que celles qui formaient naguère les deux "blocs".

Nous n'avons pas eu de chance avec le titre donné au numéro spécial sur lequel nous avons pourtant beaucoup "bossé" : un autre lecteur nous l'a reproché, par téléphone, en faisant valoir que ce terme de troisième voie est utilisé par J-M. Le Pen. Ce à quoi nous avons répondu qu'il ne faut rien abandonner au

FN, pas même une expression ! Quelle plaie cette mode des mots ! Il ne faut plus dire, paraît-il, relève, économie distributive, revenu, social, citoyen, service... Mais alors comment s'exprimer ? Inventer notre propre jargon et joindre un énorme dictionnaire à chaque publication ? Nous préférons passer pour "ringards", mais utiliser des mots simples pour faire passer des idées claires.

* * *

La Grande Relève de décembre, un sacré numéro !! C'est un outil bien affûté qui devrait trancher dans bien des idées reçues. Il nous appartient maintenant de le diffuser à bon escient.

... A l'occasion de mes entretiens ou interventions, je dis entre autre, qu'à l'économie et à la monnaie actuelles, il nous faut opposer une économie et une monnaie sociale, plutôt que de dire d'emblée : une économie distributive. Je crois que ça interroge davantage et j'enchaîne. Économie sociale : c'est le terme qui était contenu dans le sigle du mouvement "JEUNES" (Jeunes Équipes Unies pour une Nouvelle Économie Sociale).

Au cas où il y aurait un jour un regroupement des distributistes ou le lancement d'un nouveau mouvement, j'attirerais l'attention sur l'économie sociale.

J'ai participé à la manifestation du 30 -9 (éducation nationale).

Au recto de ma pancarte : Profs-Elèves-Toute la société- Victimes de l'intégrisme capitaliste. Au verso : Pas d'argent ? Ça se fabrique. L'adapter aux besoins de la vie !

Des profs ou autres ont applaudi et sont venus chercher le tract que je tenais à la main.

Le 16 novembre, place Clichy : interview par France 2, ce n'est

pas passé à la télé, réponses trop subversives peut-être. Par contre, c'est passé sur la 3 (courte séquence). Ensuite, 4 étudiants de Nanterre m'ont interviewé sous un abri-bus, place Clichy, et enregistré sur un magnétophone professionnel durant 15 à 20 minutes. Remise de tracts.

Paul Béné

RÉPONSE. Merci de nous rapporter vos efforts. Votre exemple et vos slogans peuvent ainsi servir aux autres.

* * *

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le numéro spécial "La troisième Voie" qui est un parfait résumé des thèses que vous prônez. Je désire en faire prendre connaissance à des personnes que je crois pouvoir être sensibles à de telles thèses, parfois il est bon de voir exprimer en mots simples ce que l'on perçoit de manière confuse...

Vous avez évoqué le livre de Viviane Forrester "L'horreur économique" que j'ai lu. Ce livre a été pour moi un complément de la révélation et de la compréhension des mécanismes affolants de notre monde contemporain dont je mesure, grâce à vous, l'ineptie.

Il y a quelques mois, j'ai fait avec un vieil ami... un exposé sur l'économie distributive. Nos propos ont reçu sur le moment un écho intéressant... mais j'ai le sentiment qu'ils sont maintenant tombés dans l'oubli. Je sais toutefois que ce n'est pas grave et que c'est peut-être même un peu normal. J'essaie de prendre exemple sur votre persévérance pour calmer mes impatiences.

Je suis également membre du Centre des Jeunes Dirigeants et je vais vous faire adresser dans le mois qui vient un exemplaire du Livre Blanc pour l'entreprise du XXI^e siècle. Les thèses développées, les propositions qui sont faites montrent qu'il y aurait certainement des points de convergence avec l'économie distributive.

Je vais adresser à l'un des hauts responsables du CJD un exemplai-

re de la Troisième Voie et ensuite je verrai s'il est possible que vous soyez entendus lors d'une des réunions mensuelles à Paris. Ne faut-il pas se faire rencontrer les personnes de bonne volonté ?

Pour ma part, je continue à m'imprégner des thèses de l'économie distributive car pour expliquer, il faut connaître.

Je connais la Grande Relève depuis plus de vingt ans (j'en ai 38). Je le vis comme une chance et vous remercie, ainsi que l'équipe qui vous entoure, pour tout le travail que vous déployez semaine après semaine.

Et surtout cette revue respire l'Humanisme et l'Espoir.

G.B., Saint-Séglin

RÉPONSE. Cette lettre a été un merveilleux cadeau en cette fin d'année... Merci !

* * *

Dans un extrait de son livre reproduit par la GR 959, Danielle Mitterrand prétend que la révolution en œuvre dans le Chiapas « n'est ni communiste, ni marxiste », qu'elle ne vise pas « à remplacer un type d'économie libérale par un type d'économie étatique ». Que son but est de construire « un monde dont la valeur centrale sera l'homme, avec sa culture, ses origines, ses différences »... Mme Mitterrand aurait dû compléter marxiste... (si l'on entend par communiste ou marxiste ce qui s'est produit en URSS ou en Chine) mais ni socialiste non plus (si l'on entend sous ce terme ce que l'on a observé récemment en France), bref que cette révolution ne vise pas à « remplacer un type d'économie libérale » par un type d'économie social-démocrate qui en est la caricature. Il faudrait que D.Mitterrand sache que ce « monde dont la valeur centrale sera l'homme, avec sa culture, ses origines, ses différences »... etc. représente le rêve de tous ceux qui demeurent fidèles aux idéaux originaux du communisme, du marxisme ou du socialisme, idéaux qui ont été allègrement piétinés, en URSS, en France ou ailleurs, par les héritiers indignes

de ces différents courants dont elle a sans doute connu certains représentants... Accordons néanmoins à Danielle Mitterrand qu'elle a eu le courage de se rendre au Chiapas et de marquer sa solidarité avec la rébellion.

D.K, Palaiseau

* * *

Je vous remercie d'avoir passé mon article. C'est un échec. Je n'ai eu qu'une seule réponse et encore ce n'est pas un lecteur de la presse distributiste. Je n'en ferais pas une maladie mais que l'on ne me dise pas que les distributistes sont des fervents du changement. Ou, seulement si c'est les autres qui se mouillent.

Votre Grande Relève n° 961 de décembre 96 m'a doublement surpris, d'une part, je ne m'attendais pas à trouver une vue globale de la société en économie distributive, ce qui est un événement en soi et, d'autre part, je suis en train d'écrire sensiblement la même chose dans l'espoir de faire publier un livre où j'analyse le processus de l'évolution des techniques et de la société pour en démontrer tout ce qui est positif et ce qui est irréversible. Ensuite, je tente de démontrer ce qu'apporterait l'économie distributive. Je n'ai pas tout à fait vos points de vue dans les détails bien que les principes soient les mêmes.

J.G., Fumel

* * *

J'en profite pour vous renouveler ma sympathie et mon complet accord avec le contenu de votre journal et le bon sens de votre démarche. Il semble qu'ici ou là, des choses commencent à bouger et qu'un certain "ras-le-bol" de l'ultralibéralisme commence à se faire sentir (y compris en Corée ! ce qui est quand même nouveau). Il faut pourtant continuer à enfoncer le clou et prêcher ce qui saurait être pourtant si évident pour tout le monde...

M. M., Ermont

* * *





A-L W

Je vous fais parvenir quelques mots envoyés à Viviane Forrester, lors de la sortie de son livre *L'horreur économique*. Si j'en juge par le succès qu'elle semble avoir, je ne suis sûrement pas seul à lui avoir écrit, et j'étais sans illusion sur sa réponse à mon endroit, mais réponse ou non, voici, à quelques mots près, le contenu de cette lettre :

«Madame,

A l'écoute du présentateur Olivier Barrot, sur *France 3*, dans sa courte émission "*Un livre, un jour*", disant du bien de votre livre, j'ai voulu en connaître le contenu et j'y ai trouvé beaucoup d'humanité mais aussi une certaine colère contre cette idiotie qui dure depuis quelques dizaines d'années et qui consiste à laisser mourir de faim et sans abri les exclus de la société, alors que des monceaux de richesses naturelles sont disponibles, mais auxquelles on n'a pas le droit de toucher faute de monnaie d'échange.

Je vous signale toutefois que Jacques Duboin, ancien Sous-Secrétaire d'État dans un ministère Briand, avait alerté le public sur tout cela, par ses écrits, ses conférences, ses face-à-face (à la Sorbonne entre autres salles) depuis 50 ans, avec un courage, une persévérance qui ne se démentaient pas. Il réclamait pour tous les citoyens un pouvoir d'achat qui ne peut plus être mesuré sur la durée du travail. J'aurais été heureux de trouver à la fin de votre livre dans le glossaire des différents écrivains cités, le nom de Jacques Duboin qui a écrit beaucoup de livres traitant de ce sujet. Je me tiens à votre disposition pour vous indiquer les différents ouvrages de cet économiste.

Recevez, Madame,...

J'ai conscience que ce mot à Viviane Forrester est une petite goutte d'eau dans la mer, mais j'avais besoin d'exprimer avec des mots relativement doux une colère rentrée contre ce silence de tout le monde.

J.F., Louviers

Merci d'avoir, dans le dernier numéro de la *Grande Relève*, consacré autant de place aux inter-

mittents du spectacle. Ce que j'ai été toute ma vie, jusqu'à ma retraite (pas terrible, une retraite d'intermittent du spectacle !). Je souhaiterais apporter deux précisions à l'article de Jean-Pierre Mon.

1. — Il est exact qu'une allocation Assédic peut aller jusqu'à 15.000 francs mensuels. C'est très rare, et réservé à ceux qui sont très bien payés. Ils ont cotisé davantage et, puisqu'il s'agit d'une assurance, il est normal qu'ils reçoivent en proportion. Toutefois, dans ce cas, le délai de carence, qui représente la période s'étendant de la fin de leur dernier contrat, jusqu'à celle où ils sont admis à percevoir l'allocation, est alors nettement plus long, et proportionnel à leurs gains. Donc, l'avantage est moins important qu'il le semble à première vue.

2. — Il est vrai que les prestations versées s'élèvent à 2,8 milliards de francs, pour des cotisations de 619 millions. Mais cette interprétation est tendancieuse. Pourquoi ne tenir compte que des cotisations payées par les intermittents ? Les permanents paient aussi, même s'ils ne doivent pas en bénéficier. Les musiciens de l'Opéra ou de l'Orchestre de Paris, par exemple. Si l'on prend en compte toutes les cotisations versées par l'ensemble des artistes et techniciens, on double la somme ! Les permanents ont besoin des intermittents. Un orchestre permanent a besoin de solistes concertistes, qui sont des intermittents. Et demandez donc à un concertiste d'avoir 507 heures de travail déclarées dans une année ! Beaucoup d'entre eux n'ont que quelques contrats annuels. En tant que chef d'orchestre, j'ai toujours eu le plus grand mal à avoir ce nombre d'heures. D'autant plus que certains employeurs déclaraient les jours de représentations parce qu'ils étaient obligés, mais s'abstenaient de déclarer les jours de répétitions. Et si l'on réclamait, on n'était plus engagé, bien sûr.

J.B., Eragny-sur-Oise

RÉPONSE. Merci de ces utiles compléments d'information.

Je propose d'utiliser ce modeste don - j'ai des revenus bien modestes - à distribuer une soixantaine de *Grande Relève*, notamment le dernier n° 962 de février 97, à des sorties d'usine, à des sorties d'universités, c'est-à-dire à de futurs électeurs supposés de "gauche", non pas que j'aie tellement confiance en nos politiques d'aujourd'hui ou de demain, mais il vaut mieux aller dans le sens du vent, par exemple inutile d'en déposer dans le hall des banques ! Encore faut-il que vous ayez quelqu'un pour le faire. Je ne me propose pas : 85 ans, démarche devenue difficile, habitant un hameau plutôt rural où toute propagande n'aurait aucun effet... et je le regrette, n'ayant pas changé d'idée depuis 1936 où j'ai assisté à la première conférence de Jacques Duboin aux arènes de Marseille. Entendu Balladur chez Anne Sinclair : à mourir de componction ! il est contre l'avancement de l'âge de la retraite, contre la réduction du temps de travail, contre (lui aussi) la morosité des Français, mais il est pour la "croissance" - que veulent-ils dire par là ? Beaucoup de gens crèvent la faim et les hypermarchés débordent tous de marchandises, à penser que des tonnes de produits périmés iront tôt ou tard à la poubelle.

H.B., St Jean de la Porte

RÉPONSE. Quel exemple ! Où sont les volontaires pour aller distribuer ces journaux - et plus encore ? Qu'ils nous donnent leur adresse et nous leur envoyons !

L'économie distributive ne fait pas la Une des médias, c'est le moins que l'on puisse dire ! J'ai cependant entendu deux fois, récemment, France Inter y faire allusion.



Le première fois, Gérard Miller, dans une émission de Laurent Ruquier, a brièvement exposé ce qu'est le revenu d'existence.

Malheureusement, le ton de l'émission était trop léger pour approfondir le sujet. Mais, qui sait si quelques petites graines ne sont pas en train de germer ici et là...

La deuxième fois, le 27/11/1996, dans l'émission La question du jour de Stéphane Paoli, à 7 h. 40, Jean-Marcel Jeanneney était interrogé à l'occasion de la sortie de son livre *Écoute la France qui gronde*. Il a expliqué que l'on se trompait en voulant résoudre la crise par des créations d'emplois alors qu'il n'y a pas d'emplois à créer. Puis il a rappelé les conditions de la crise de 29 et fait le parallèle avec la situation présente.

Stéphane Paoli lui a alors demandé quelle solution il proposait... Sa réponse a été en gros la suivante : Pourquoi la Banque de France ne pourrait-elle pas distribuer à tout le monde une somme de, disons 2000 F ? Pour une famille qui a un SMIC pour vivre avec 4 enfants, cela ferait 12000 F à dépenser. Ce pourrait être fait à titre d'essai et on étudierait les conséquences.

— Mais qui paierait ?

a demandé S. Paoli

— Personne ! Ce serait une création de monnaie.

Après l'émission, Stéphane Paoli a commenté : « La position de M. Jeanneney est originale, un peu décalée par rapport à tout ce qu'on peut entendre. C'est un point de vue, c'est une idée, même si c'est un peu original et par ailleurs discutable sur un certain nombre de points. Néanmoins, c'est la réflexion d'un homme d'expérience, d'un vrai professionnel de la politique, qui sait ce qu'il veut et de quoi il parle, et c'est à prendre en compte ».

France Inter, à cette heure-là, a une assez large audience et ce serait bien le diable que quelques auditeurs n'aient pas tendu l'oreille et commencé à réfléchir au bien fondé de ce qu'ils venaient d'entendre !

C.B., Donnery

RÉPONSE. Suivant cette suggestion, nous avons envoyé un numéro spécial "Troisième voie" avec un mot d'accompagnement, à S.Paoli dont nous attendons la réponse...

* * *

Meilleurs vœux pour 1997. Pussions-nous voir triompher ce à quoi nous aspirons : une société solidaire, fraternelle, où le fric, dans le mauvais sens du terme ne transforme plus l'individu en zombie...

Le texte ci-joint est sorti dans

"Débattre", donc n'avait pas vocation à une diffusion de grande ampleur. Je pense qu'il est bon de jeter des passerelles partout...

L.G., Paris

RÉPONSE. Merci encore pour tous les vœux reçus et qui nous encouragent si chaleureusement à continuer. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits du texte que notre correspondant a joint à sa lettre, dans l'espoir que cette initiative fera tache d'huile et nous vaudra des réponses qui

Société libertaire et économie

Dans le journal *Alternatives Libertaires*, notre ami tente de jeter des ponts possibles en s'adressant ainsi aux libertaires : « Beaucoup de camarades sont réticents dès lors que sont abordées toutes propositions de débat sur l'économie distributive... C'est là une imprudence de taille... Le système bancaire présent peut s'écrouler brutalement parce que, par essence même, il n'a aucune assise solide... Si demain, à la suite de la désagrégation du système capitaliste, les hommes en viennent à se trouver devant un grand vide, ils sombreront dans la barbarie parce que n'auront pas été élaborés... les rouages d'un mode de fonctionnement de la production et de la répartition ».

Il montre alors, en reproduisant certains passages de nos tracts, que « l'école distributive milite pour l'autogestion économique et politique » et « ne sont donc pas en contradiction avec les conceptions libertaires » qu'il rappelle en citant un passage de *Être révolutionnaire aujourd'hui - propositions - stratégies*¹. Sous le titre "Le marché en question", ce document précise : « Nous ne préconisons pas une société sans marché, sans monnaie... un secteur de biens et de services vitaux entièrement gratuit. Afin d'assurer à chaque individu comme un droit sans contrepartie, minimum vital à déterminer démocratiquement. Un marché de consommation permettant un accès libre et égal aux produits et services. Ce qui implique une égalisation des revenus ».

Il est vrai que plus loin l'auteur rappelle que les distributistes ne réclament pas un droit sans contrepartie, mais bien en ajoutant à ce droit le devoir de participer selon ses aptitudes, ses aspirations et les besoins des autres. L'auteur commente : « Nous ne sommes plus à l'époque de la prise sur le tas. La disparition de toute forme de monnaie serait à la fois dangereuse (le régime khmer rouge était organisé, économiquement, sous la forme d'une économie de trocs... Le résultat : un génocide et la barbarie et utopique (les sociétés évoluent, non pas dans le sens d'une simplification primaire, mais dans le sens de nouveaux rapports sociaux, un renouveau obligatoire de solidarité... ». Et conclut sur l'utilité de débats communs pour « aborder le devenir d'une économie, celle de l'individu libéré de l'exploitation capitaliste et de la peur de son demain immédiat ».

1. Document publié lors du deuxième congrès d'Alternative libertaire qui s'est tenu à Montreuil en avril 1993.

En résumé,

UN CONSTAT :

LA GRANDE RELEVÉ

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle
la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,
qui pose en principe que :

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au mê-

me titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyen-neté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui

donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront com-

posées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

BON DE COMMANDE À DÉCOUPER

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

... exemplaires de la **Grande Relève N°**.....à.....F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de **Kou l'ahuri**, à 65 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de **Les affranchis de l'an 2000**, à 110 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires d'**Un Socialisme à visage humain**, à 25 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de la bande dessinée **Et si on changeait?** à 25 F l'une, soit.....F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE F

PAR CHEQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELEVÉ, CCP 1340239 M PARIS.**

PRÉNOM,
 NOM,
 ADRESSE
 EN CARACTÈRES
 D'IMPRIMERIE
 ET SIGNATURE

M.....

remplir et adresser à **LAGRANDE RELEVÉ, BP 108, 78110 LE VÉSINET. FRANCE**